



Mardi 9 octobre 2012

**JOURNEE EUROPEENNE DE LUTTES**  
**« DEFENDRE ET CREER DES EMPLOIS**  
**INDUSTRIELS POUR SORTIR DE LA CRISE ! »**

Manifestation à Paris à 13 HEURES Place d'Italie

Les exigences sociales, qui demeurent aujourd'hui, nous ont conduits majoritairement, nous les salariés, à créer les conditions d'un changement politique en France.

Tant en matière économique que sociale, le président Hollande a promis le **changement maintenant**. Mais les premières annonces novatrices marquant une réelle volonté de changement, se font attendre. La maîtrise des "**déficits publics**" dans le cadre du nouveau traité européen, semble prioritaire par rapport à la relance de la consommation, du pouvoir d'achat ou la bataille de reconquête industrielle et de ses emplois.

Ce qui n'a pas changé, c'est l'attitude du patronat qui reste cantonné dans une volonté de culpabiliser les salariés dans le but de remettre en cause garanties collectives et protection sociale, en pointant ce qu'il appelle "le coût de travail".

Comme en Espagne ou en Grèce, le patronat français demande, au nom de

l'emploi, toujours plus de souplesse du Code du Travail afin de licencier plus facilement.

Les mobilisations des salariés restent la meilleure réponse face à ces attaques de toute part. En Espagne et au Portugal dernièrement, ils étaient un million de manifestants à Madrid et des centaines de milliers à Lisbonne à dire **NON à l'AUSTERITE**. L'austérité comme seule perspective est un faux remède qui enfonce les pays et les salariés dans un recul social sans précédent.

Avec la Confédération Européenne des Syndicats (CES), la CGT est opposée à la ratification du traité d'austérité par la France, quelle que soit la procédure utilisée, car l'austérité mène à l'appauvrissement des salariés et des retraités et empêche toute reprise de la croissance. Ne laissons pas les marchés financiers et le Medef imposer leurs exigences au gouvernement.

**Il nous appartient aujourd'hui d'agir pour une véritable rupture avec les choix politiques antérieurs.**

- Cette logique a conduit : à la perte de savoir-faire, le recul de la formation professionnelle, la destruction des collectifs de travail, la réduction des capacités de production, de recherche, ou encore d'innovation technologique très présente dans le développement de l'industrie et de l'emploi en France.

Le travail n'est pas un coût, il est le seul levier de création de la richesse par les salariés.

Il est indispensable de donner la priorité à l'intérêt général plutôt qu'à l'intérêt des marchés financiers et du patronat, pour revaloriser le travail et créer plus d'emplois en CDI.

- La CGT demande au gouvernement des mesures d'urgence pour sauvegarder l'industrie.
- La CGT revendique un droit de veto suspensif des CE concernant les plans de restructurations et de licenciements ainsi qu'une mise à plat des aides publiques aux entreprises avec un bilan sur leur efficacité en termes d'investissements, d'embauches, de formation et de développement de projets.



Le 9 octobre, l'emploi et les enjeux industriels feront l'objet d'une première mobilisation dans plusieurs pays européens dont la France à l'initiative de la Fédération européenne de l'Industrie. Sept grandes manifestations régionales, Paris, Bordeaux, Lyon, Marseille, Epinal, Rennes, Toulouse sont organisées.

Dans l'économie d'un pays, d'un département, l'industrie joue un rôle majeur dans l'aménagement du territoire. Par l'activité économique et sociale qu'elle génère autour d'elle, par les infrastructures du service public qu'elle utilise et dont elle dépend, elle est créatrice d'emplois directs et indirects en nombre. Parce qu'elle reste soumise depuis de trop nombreuses années au diktat de la financiarisation de l'économie, l'activité industrielle de

notre pays souffre de cette logique qui finira par la tuer si rien n'est fait.

Depuis la Conférence Sociale en juillet qui a ouvert un calendrier de négociations et de concertation, l'affrontement avec le patronat s'intensifie. Le patronat poursuit son offensive de casse de l'industrie, de l'emploi, exige la baisse du coût du travail et plus de flexibilité. Dans cette logique, il milite pour l'austérité contenu dans le dernier traité européen.

C'est l'amélioration de nos emplois, de nos salaires, de notre protection sociale et des services publics qui doit être au cœur des discussions.

Ce n'est pas le travail qui coûte cher mais la rémunération du capital. Les profits versés aux actionnaires et les frais financiers s'opposent à nos justes revendications pour l'augmentation des salaires et l'investissement dans l'appareil productif.

Réindustrialiser, stopper les restructurations et les délocalisations, interdire les licenciements boursiers, augmenter les salaires et les pensions pour dynamiser nos industries sont les enjeux de la période.

Alors réunissons nous dans les entreprises du privé et établissements du public, construisons notre cahier revendicatif et décidons ensemble de nous mettre en grève pour manifester à Paris le 9 octobre 2012.

Départ collectif à 10h00 en car je m'inscris :

**FLEURY-LES-AUBRAIS**

Parking du cimetière derrière la mairie

Nom.....

Prénom.....

**ORLÉANS**

Bourse du travail rue Théophile Naudy

Nom .....

Prénom.....

**MONTARGIS**

Place du Pâtis

Nom.....

Prénom.....

**GIEN**

Place Jean Jaurès

Nom.....

Prénom.....

Prénom.....